CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Session ordinaire 2012-2013

TO/AF

P.V. AVDR 06
P.V. DEVDU 20

Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

et

Commission du Développement durable

Procès-verbal de la réunion du 09 janvier 2013

Ordre du jour :

Présentation de l'association Bio-Lëtzebuerg par son président suivie d'un échange de vues sur la situation actuelle et les perspectives de l'agriculture biologique

*

Présents : M. Fernand Boden, M. Lucien Clement, M. Jean Colombera, Mme Claudia Dall'Agnol remplaçant M. Ben Scheuer, M. Emile Eicher, M. Fernand Etgen, M. Claude Haagen, M. Henri Kox, M. Roger Negri, M. Carlo Wagner, M. Raymond Weydert, membres de la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

M. Fernand Boden, M. Lucien Clement, Mme Claudia Dall'Agnol remplaçant M. Ben Scheuer, M. Fernand Etgen, Mme Marie-Josée Frank, Mme Lydia Mutsch, M. Roger Negri, M. Marcel Oberweis, membres de la Commission du Développement durable

M. Raymond Aendekerk, M. Guy Arend, M. Ben Geib, Mme Daniela Noesen, M. Änder Schanck, de l'association *Bio-Lëtzebuerg*

M. Claude Origer, du Ministère du Développement durable et des Infrastructures

M. Timon Oesch, de l'Administration parlementaire

Excusés : M. Félix Eischen, membre de la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

M. Eugène Berger, M. Camille Gira, M. Marc Spautz, M. Serge Urbany, membres de la Commission du Développement durable

M. Romain Schneider, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

*

Présidence : M. Roger Negri, Président de la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural
M. Fernand Boden, Président de la Commission du Développement durable

*

Présentation de l'association Bio-Lëtzebuerg par son président suivie d'un échange de vues sur la situation actuelle et les perspectives de l'agriculture biologique

Après quelques mots de bienvenue, la délégation de l'association *Bio-Lëtzebuerg*, association née le 27 février 2012 de la fusion des associations Demeter et Bio-Label, présente son organisation interne tout en expliquant les raisons de la fusion de ces deux associations de producteurs à orientation toutefois différente.

Ces raisons peuvent se résumer aux effets de synergie qui résultent d'un tel rapprochement et à la volonté de représenter et de défendre dorénavant les intérêts de l'ensemble du secteur de la production biologique au Luxembourg.

Dans son exposé, la délégation suit de près les fiches d'une présentation *PowerPoint* jointe en annexe au présent procès-verbal. Pour cette présentation, il est donc renvoyé à ce document.[1]

[1] Egalement repris dans le dossier distribué en début de réunion contenant également deux mensuels « Agri-Kultur / Magazin für ökologische Agrar- & Esskultur in Luxemburg », n^{os} 44 et 46, publiés par l'association Bio-Lëtzebuerg

Débat :

Les questions et prises de position des parlementaires permettent de préciser les points qui suivent :

- ***Production biologique et objectifs politiques.*** Il est rappelé que déjà l'actuel programme de développement rural (PDR 2007-2013) entend favoriser le développement de l'agriculture biologique et s'est fixé comme objectif de parvenir en 2013 au seuil de 125 exploitants biologiques avec 6.500 hectares (ha) sous contrat et en viticulture à 40 ha en production biologique ou en conversion. Même si cet objectif précis ne serait pas atteint en temps voulu, malgré un programme d'action afférent, l'évolution irait dans la direction souhaitée et cette orientation ne serait pas changée pour la prochaine période de programmation. Il faudrait considérer que certains éléments, comme le niveau des primes versées à l'agriculture conventionnelle qui serait plus élevé que dans d'autres pays européens, s'opposeraient à une évolution plus rapide dans le sens souhaité. Un de ces freins au Luxembourg serait tout simplement la masse critique souvent insuffisante pour la transformation d'une production biologique dans des produits alimentaires biologiques du terroir à juste prix.

  Renvoyant à des sondages, la délégation donne à considérer qu'au Luxembourg le consommateur serait prêt et continuerait à l'être de dépenser plus pour des aliments de qualité produits dans le respect de l'environnement naturel.

  Un député relativise ces sondages comme théoriques. Confrontés concrètement au choix entre deux produits alimentaires similaires en termes de qualité mais à prix fort différent, ces pourcentages de consommateurs prêts à débourser plus en raison du seul mode de production se réduiraient significativement. Par ailleurs, les effets de la récession économique actuelle seraient loin d'avoir déjà atteint dans leur pleine ampleur toutes les catégories de consommateurs. L'orateur met, en outre, en garde contre des effets de mode qui à moyen et à long terme se heurteraient toujours aux réalités du marché (suroffre et chute consécutive du prix) : toute stimulation étatique excessive d'un marché risque de créer des effets pervers.

  La délégation réplique que ce seraient les produits de l'agriculture conventionnelle qui sont de loin trop bon marché en raison, également, d'une politique de subventionnement (voir plus bas) inappropriée et qui ignore les coûts externalisés de cette forme de production. Elle ajoute qu'à l'époque où les bases de l'actuelle politique agricole communautaire ont été lancées, une part de loin plus importante du budget des ménages était affectée à l'achat de vivres. Aujourd'hui, le concept à la base de la politique agricole aurait été atteint – avec une panoplie des conséquences secondaires non désirées. La part du budget des ménages consacrée à l'alimentation serait presque devenue insignifiante. Il serait désormais possible et urgent de réorienter la forme de production agricole. Cette réorientation devrait s'accompagner d'une éducation du consommateur.

  Un député tient à ajouter qu'il estime que la publicité pour la plupart des produits phytopharmaceutiques, telle qu'on la retrouve de manière récurrente dans la presse spécialisée du secteur agricole, devrait être interdite ou, en raison des effets nocifs de ces produits sur la santé publique, réglementée à l'image de celle de l'industrie du tabac.

- ***Viande bio et concurrence déloyale émanant de l'Administration de l'environnement*** (désignée ci-après l'Environnement). L'exemple donné d'une concurrence financée par les deniers publics au détriment d'exploitations biologiques du fait d'une promotion directe exercée par l'Environnement (la perte d'un marché de viande bio dans deux restaurants à Esch/Alzette au profit de la viande de bêtes

élevées sur des surfaces dites de biodiversité et vendue 25% moins chère que le prix habituel pour cette qualité de viande) suscite une discussion.

Le représentant du Ministère du Développement durable et des Infrastructures précise que ladite Administration a l'ambition de développer sur des surfaces agricoles qu'elle considère précieuses d'un point de vue écologique ou de biodiversité et en partenariat avec les exploitations agricoles concernées une gestion respectueuse de cet environnement spécifique. L'Administration elle-même ne vend pas la viande produite sur ces surfaces. Il est vrai que des représentants de l'Administration font la promotion de cette viande et que ce fait a également été jugé douteux par Monsieur le Ministre. Cette problématique a été thématisée lors de réunions internes. Il est en effet inadmissible qu'une telle promotion s'exerce au détriment des parts de marché d'autres exploitations agricoles déjà présentes dans la distribution.

- ***Structure du subventionnement actuel.*** Le représentant du Ministère du Développement durable et des Infrastructures appuie l'avis de la délégation de *Bio-Lëtzebuerg* qui juge le système actuel des primes agricoles comme injuste à l'égard des exploitations biologiques. Une réelle réforme de l'allocation des subventions au secteur agricole serait nécessaire. La majeure partie des moyens budgétaires mis à disposition soutiendraient des investissements dans la modernisation des exploitations agricoles et dans la création d'infrastructures agricoles. L'orateur cite l'exemple d'une étable construite pour quelque 100 vaches pour 1,5 millions d'euros, investissement dont 50% sont à charge de la collectivité. Les critères d'octroi de la prime à l'entretien du paysage et de l'espace naturel et à l'encouragement d'une agriculture respectueuse de l'environnement devraient être bien plus stricts. Actuellement, les critères à remplir seraient conçus de sorte à permettre à un cercle très large d'agriculteurs d'en profiter.

  La prime à la surface gérée écologiquement (*Biolandprämie*) devrait être augmentée de manière significative, de même que le budget pour la prime pour la sauvegarde de la diversité biologique (*Biodiversitätsprämie*, programme géré par l'Environnement) qui se chiffrerait à seulement 1,3 millions d'euros. Le Ministère du Développement durable et des Infrastructures jugerait également inapproprié la réglementation actuelle exigeant le remboursement de la *Biolandprämie* (environ 150 euros par hectare) obtenue sur une surface bénéficiant également de la *Biodiversitätsprämie* (environ 400 euros par ha pour une gestion extensive de prairies). Son Ministère continuerait à considérer l'arsenal de ces primes « bio » comme un levier majeur d'une politique visant à favoriser une réorientation de l'agriculture vers des méthodes d'exploitation plus respectueuses de l'environnement.

  La délégation ajoute que l'orientation générale de la politique agricole actuelle n'est pas de nature à inciter, d'un seul point de vue financier, à une reconversion dans un mode de production biologique. Les primes spécifiques actuellement valables ne compenseraient pas le coût de production plus élevé des exploitations biologiques qui les désavantage par rapport à leurs concurrents produisant de manière conventionnelle.

  Monsieur le Président de la Commission du Développement durable tient à rappeler la genèse historique des primes telles qu'elles se présentent aujourd'hui au Luxembourg et qui expliquerait également les fortes différences entre exploitations conventionnelles en termes de prime par hectare (suivant la grandeur/productivité des exploitations à l'origine). L'objectif à long terme de la politique européenne en matière de primes agricoles serait de parvenir à une prime unique accordée par la société à l'agriculture en raison de ses prestations d'intérêt public non honorées par les marchés. Cette tendance fondamentale rendrait encore plus difficile à motiver les agriculteurs par des seuls incitants financiers à une conversion de leur exploitation. Il serait, en plus, peu probable que le budget mis à disposition pour la nouvelle période

de la PAC sera plus élevé que celui de la période qui prend fin en 2013. Au contraire, en valeur réelle ce budget risquerait d'être inférieur. L'orateur souligne que sur la répartition de la plus grande partie du budget agraire, la politique nationale n'aurati aucune influence. Tout se jouerait donc via une allocation et structuration des budgets nationaux la plus efficiente que possible – donc via les régimes d'aides co-financés du « deuxième pilier » (développement rural) de la politique agricole, pilier qui donne une plus large marge de manœuvre aux Etats-membres. Puisqu'il serait illusoire de croire que la majorité des agriculteurs intègreront à moyen ou à long terme la filière de production biologique, le choix de sensibiliser une majorité d'agriculteurs via d'autres régimes d'aides à une production plus respectueuse de l'environnement aurait été et continuerait à être juste. La PAC en projet pour la période d'après 2013 renforcerait cet élément (« Greening » de la PAC).

La délégation réplique qu'il ne s'agirait pas d'augmenter les subventions versées à l'agriculture mais d'en améliorer substantiellement l'efficience. Elle refuse l'argument historique (période de référence) pour justifier des variations dans les primes accordées aux exploitations agricoles. Ce modèle historique serait un frein à la réorientation du mode de production : les exploitations qui ont le plus intensifié leur production dans le passé continueraient ainsi à recevoir le plus d'argent.

Un député ajoute que le subventionnement actuel qui favorise une « surcapitalisation » des exploitations agricoles au Luxembourg, n'aurait point amélioré la situation économique des exploitations agricoles qui seraient obligées à une expansion permanente et de plus en plus rapide. Les exploitations ne continueraient à survivre que grâce aux aides publiques. La réforme de la PAC et sa transposition au Luxembourg devrait être saisie afin de permettre une réorientation de la politique agricole dans le sens d'une revalorisation de la main-d'œuvre et d'une création d'emplois dans le secteur agricole.

- ***Sensibilisation à un mode de production biologique.*** Un député tient à souligner que l'argument principal pour une agriculture biologique serait la santé du consommateur et également du bétail tenu par ces exploitations. L'intervenant s'étonne que *Bio-Lëtzebuerg* n'ait dit mot à ce sujet. Il s'agirait d'un argument simple à communiquer. Ainsi, des résidus d'herbicides seraient détectables dans le sang de pratiquement tous les consommateurs. L'orateur renvoie à maintes maladies « multi-systèmes » (névrodermites, parkinson, …) dont on ignorait la cause exacte. A son avis, il s'agirait de maladies provoquées par une intoxication chronique de l'organisme via, notamment, la nourriture produite par un secteur agro-alimentaire opérant d'une manière de plus en plus industrielle.

  L'argument prix opposé à une production biologique serait facile à contrer. L'alimentation biologique, en général d'une charge nutritive plus élevée que la même quantité d'un aliment comparable produit de manière conventionnelle, ne serait pas plus chère. En fin de compte, le consommateur « bio » devrait manger moins et acheter une plus petite quantité de produits alimentaires pour subvenir à ces besoins nutritifs. Il recommande à *Bio-Lëtzebuerg* de recruter dans leur Institut IBLA un médecin pour réaliser de la recherche appliquée dans le domaine de la santé du consommateur liée à son alimentation et à son environnement agricole.

  La délégation réplique qu'elle omet à escient l'argument « santé » émotionnellement chargé, puisqu'elle se verrait de suite confrontée à la critique de parler *pro domo*. Ce rôle, de sensibiliser la population du point de vue santé, serait à remplir par les professionnels de la santé et notamment les médecins généralistes. Réaliser une propre recherche scientifique appliquée dans ce domaine dépasserait le rôle et les moyens à disposition de l'IBLA.

  Des députés s'interrogent sur le rôle du Lycée technique agricole dans la sensibilisation des jeunes agriculteurs à des pratiques agricoles plus écologiques et

durables. Compte tenu des statistiques concernant l'évolution du nombre des exploitations biologiques, ces députés estiment qu'il s'agirait en premier lieu à sensibiliser les agriculteurs à ce mode de production.

- ***Nourrir une population mondiale qui continue à croître***. La délégation ne partage pas le doute qu'une production agricole exclusivement biologique ne puisse résoudre le problème persistant de la sous-alimentation dans le monde.[2]
- ***Pesticides et coûts externalisés de l'agriculture conventionnelle.*** Les exemples évoqués de dégâts occasionnés par l'agriculture conventionnelle au dépens de la collectivité (érosion des terres, pollution des eaux, intoxications, …) et qui devraient être prises en compte par la politique agricole amène un intervenant de la délégation à exiger comme mesure concrète une augmentation substantielle de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) appliquée aux produits phytopharmaceutiques. Le tarif actuel très favorable serait un avantage indirect donné à l'agriculture conventionnelle au détriment de l'agriculture biologique, qui elle ne recourt pas à ces substances chimiques. En France, des pensions seraient reconnues à des riverains et agriculteurs souffrant d'intoxications causées par l'emploi d'herbicides. La politique du Danemark (DK) concernant les produits phytosanitaires serait un modèle à suivre, non seulement en ce qui concerne sa TVA prohibitive sur certains pesticides.[3]
- ***Conversion partielle.*** Quelques députés se heurtent au refus catégorique de la délégation de permettre une conversion partielle des exploitations agricoles. Ces intervenants renvoient au fait que maintes exploitations agricoles ont plusieurs filières qui pourraient être gérées et contrôlées séparément. Une telle possibilité pourrait constituer pour maintes exploitations le premier pas vers une conversion complète.

  En réplique, la délégation rappelle que dans ses associations fondatrices la possibilité d'une conversion progressive existe d'ores et déjà, en tant qu'exception, mais seulement avec l'objectif d'une conversion complète, la phase de transition révolue. Ces exceptions sont motivées pour des raisons locales objectives à résoudre (surfaces comprises dans un projet de remembrement, parcelles viticoles sises dans le périmètre de l'hélipulvérisation de produits phytopharmaceutiques, …).

  Un député tient à appuyer l'approche de *Bio-Lëtzebuerg* d'exiger dès le départ une conversion complète, quitte à prévoir les délais de transition nécessaires. Cette approche serait plus franche par rapport au consommateur.

Conclusion :

De manière générale, les parlementaires affirment leur appui à la production agricole biologique. La réunion est clôturée par le constat que les exploitants biologiques ne présentent qu'une partie du monde agricole et que la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural se doit d'écouter également le point de vue des exploitants conventionnels.

Luxembourg, le 18 janvier 2013

Le Secrétaire,
Timon Oesch

Le Président de la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural,
Roger Negri

[2] Elle renvoie en appui à l'auteur Dr Felix zu Löwenstein, « Food Crash / Wir werden uns ökologisch ernähren oder gar nicht mehr », Pattloch Verlag.
[3] Le DK projette de taxer les pesticides en fonction de leur nocivité.

Le Président de la Commission du
Développement durable,
Fernand Boden

Annexe :

- Copie de la présentation *PowerPoint* « Biologische Landwirtschaft und Neuausrichtung der Agrarpolitik », 52 pp.

Biologische Landwirtschaft und Neuausrichtung der Agrarpolitik

Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

Commission du Développement Durable

Chambre Des Députés

9. Januar 2013

Gliederung

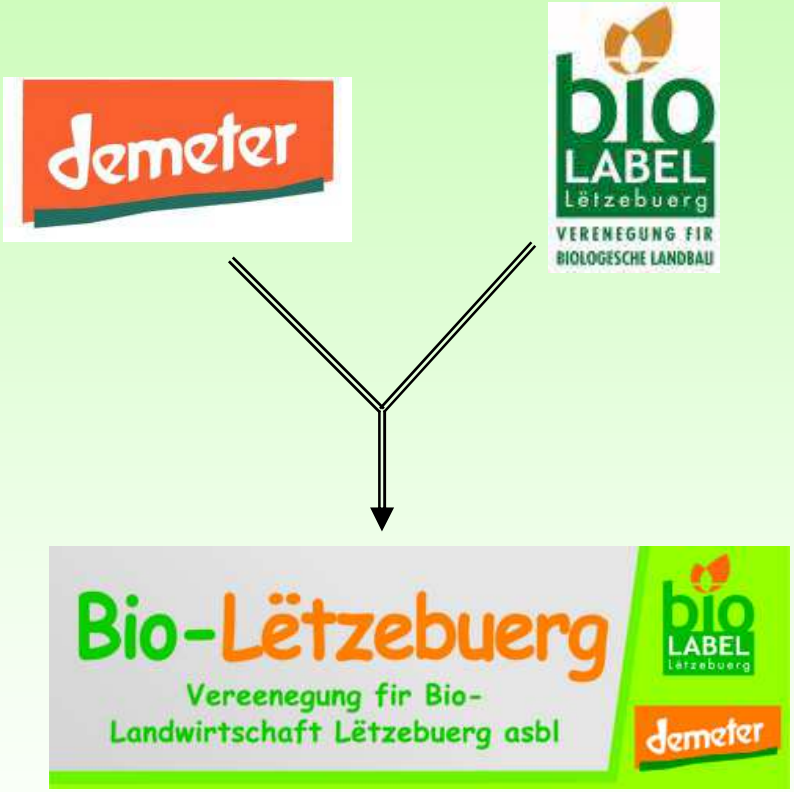
- Wer ist Bio-Lëtzebuerg?
- Die biologische Landwirtschaft in Luxemburg
- Forderungen von Bio-Lëtzebuerg
- Langfristiger Ausblick
- Gesellschaftliche Dimension für mehr Biolandbau
- Erfahrungen und Einschätzungen eines Biolandwirts

Bio-Lëtzebuerg
Vereenegung fir Bio-Landwirtschaft Lëtzebuerg asbl

Wer ist Bio-Lëtzebuerg ?

- Entstehung am 27. Februar 2012 aus der Fusion von

  demeter und bio-LABEL



- Mitglieder:

  71 Ereugerbetriebe, 9 Verarbeiter und Händler, 177 Fördermitglieder

Bio-Lëtzebuerg
Vereenegung fir Bio-
Landwirtschaft Lëtzebuerg asbl
bio
LABEL
Lëtzebuerg
demeter

Wer ist Bio-Lëtzebuerg ?

Vorstand:
Jos Schanck, Präsident
Daniel Baltes, Vize-Präsident
Sonny Gottal, Kassiererin
Raymond Aendekerk
Änder Schanck
Guy Arend
Jean-Lou Colling
Amand Keiser
Michel Collette
Roland Majerus
Joé Beissel
Francis Jacobs
Tom Kass
Jean-Marie Kaes

Direktorium
Daniela Noesen, Direktorin

Anja Staudenmayer, Mitarbeiterin

Ben Geib, Mitarbeiter

Sonny Gottal

Änder Schanck

Aufgaben und Ziele von Bio-Lëtzebuerg

- Politische und gesellschaftliche Vertretung der Luxemburger Biolandwirtschaft
- Netzwerkbildung
- Weiterbildung
- Qualitätssicherung durch Richtlinien, Kontrolle und Zertifizierung, die über die EU-Regelung hinausgehen
- Verantwortlich für die Marken demeter und bio-LABEL
- Unterstützung der IBLA-Beratung

IBLA
Institut fir Biologësch Landwirtschaft an Agrarkultur Luxemburg a.s.b.l.

- **Hauptgründungsmitglieder (2007):**
  - Demeter Luxemburg, bio-LABEL Luxemburg, FIBL /Schweiz,
  - engagierte Privatpersonen (v.a. Bauern)

- **Ziele und Aufgaben:**

1. Beratung für biologischen Pflanzenbau, Tierhaltung und Weinbau
2. Forschung und Projekte mit und für die den Bio-Bauern
3. Weiterbildung und Kommunikation

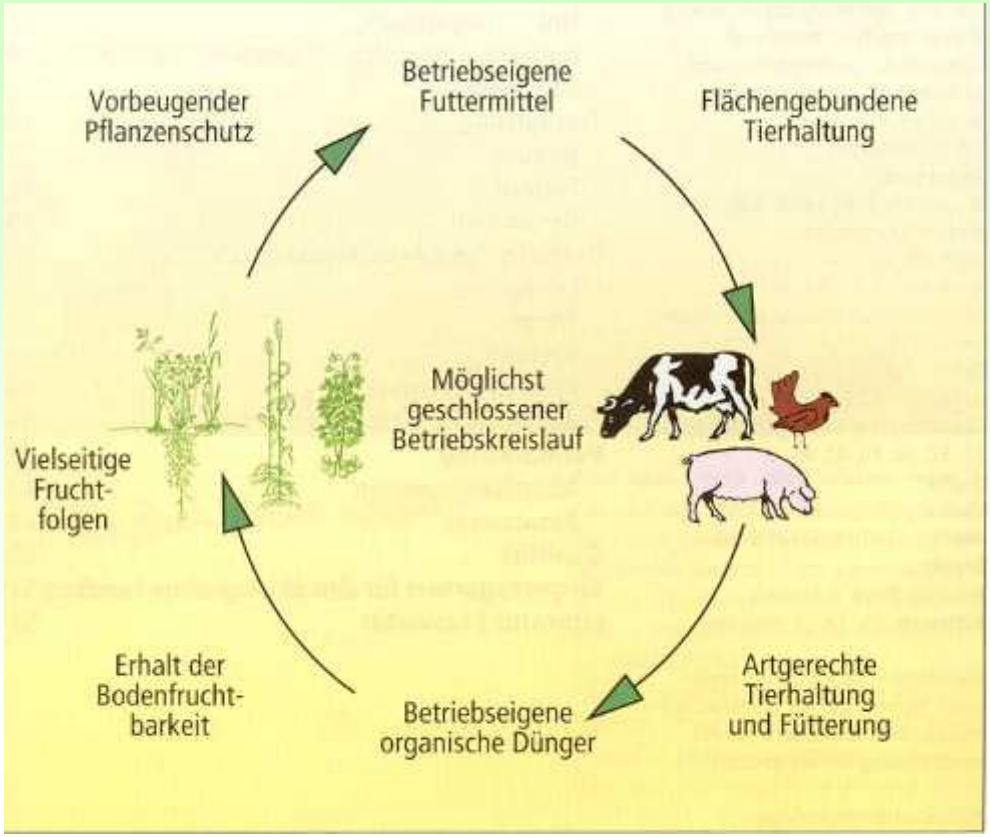
Bio-Lëtzebuerg
Vereenegung fir Bio-Landwirtschaft Lëtzebuerg asbl
bio LABEL Lëtzebuerg
demeter

Die biologische Landwirtschaft in Luxemburg

Bio-Lëtzebuerg
Vereenegung fir Bio-Landwirtschaft Lëtzebuerg asbl

Was ist biologische Landwirtschaft ?

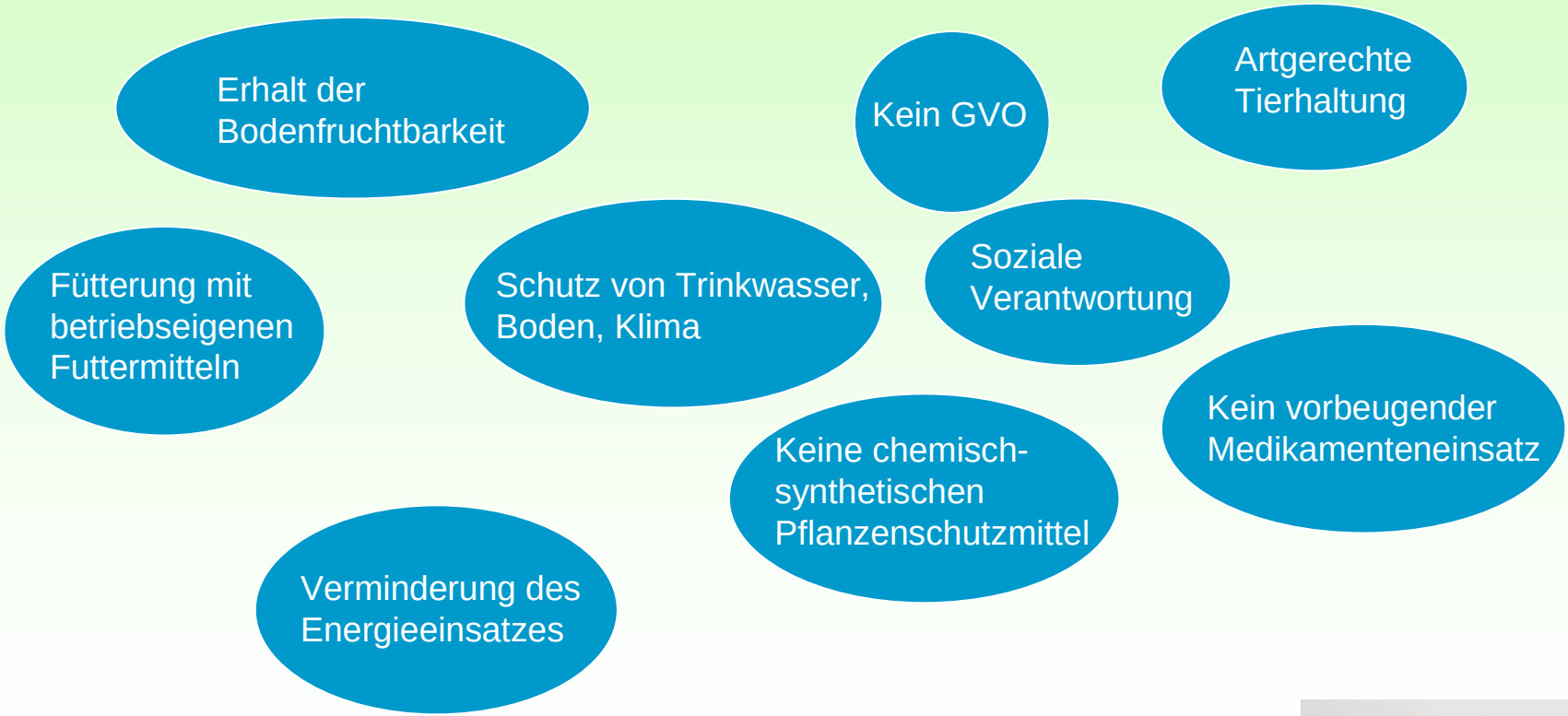
- Kreislaufprinzip



Bio-Lëtzebuerg
Vereenegung fir Bio-Landwirtschaft Lëtzebuerg asbl

Was ist biologische Landwirtschaft ?

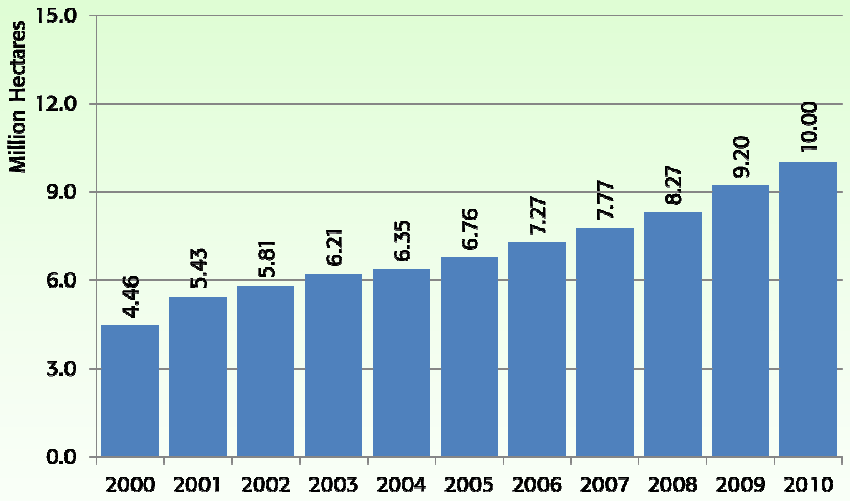
- **Grundprinzipien**



Luxemburger Biolandwirtschaft im internationalen Vergleich

- 102 Erzeugerbetriebe
- 3.924 Hektar Fläche
- **3%** der gesamten landwirtschaftlichen Nutzfläche

Welt:	**0.9 %**
Europa:	**2.1 %**
EU:	**5.1 %**
Schweiz:	**11.5 %**
Österreich:	**20 %**



Entwicklung der biologisch bewirtschafteten Flächen in Europa

Quelle: Fibl & IFOAM, 2012

Bio-Lëtzebuerg
Vereenegung fir Bio-Landwirtschaft Lëtzebuerg asbl

Was sagt die Gesellschaft ?

Bio-Lëtzebuerg
Vereenegung fir Bio-Landwirtschaft Lëtzebuerg asbl

Gesellschaftliche Kritik

- Rückgang der Biodiversität
- Nahrungsmittelproduktion und Klimawandel
- Zunehmende Wasserbelastung
- Abhängigkeit von der Agrarindustrie
- Fehlende bäuerliche Strukturen in ländlichen Regionen
- Verarmte Kulturlandschaften

Verharmlosung der Pestizide

Naturschutz & Gartenpraxis

Glyphosat-haltige Herbizide – umweltverträglich?

Die Wundermittel Totalherbizide: Roundup®, Touchdown, Prop'Sol, Novosol Spray …

Ein Beitrag von Liza Glesener / Haus vun der Natur a.s.b.l.

Herbizide auf Glyphosat-Basis sind an der Spitze der momentan weltweit meistgenutzten Herbizide, eines der bekanntesten Produkte ist wohl Monsanto's RoundUp®. Beim Wirkstoff Glyphosat handelt es sich um ein Totalherbizid: Das einfache Besprühen von Acker- und Waldflächen, aber auch von Gehwegen und Gleisanlagen ist ein effektives Mittel aller Unkräuter schnell Herr und Meister zu werden, und dies auf scheinbar umweltfreundliche Art und Weise, nach Angaben

lang im Boden verbleiben. Durch Phosphat-Einträge kann die chemische Bindung zum Boden gelöst und die Stoffe wieder freigesetzt werden[1].

RoundUp® unterliegt seit 2003 in Dänemark strengen Verboten

AMPA mit

Pestizide

Rien ne va plus

Französische Bauern brechen das Schweigen über Gesundheitsschäden durch Pflanzenschutzmittel

Seite 2

Bio-Lëtzebuerg
Vereenegung fir Bio-Landwirtschaft Lëtzebuerg asbl

Good Farming Practice ?

Bio-Lëtzebuerg
Vereenegung fir Bio-Landwirtschaft Lëtzebuerg asbl

Feststellungen auf europäischer Ebene

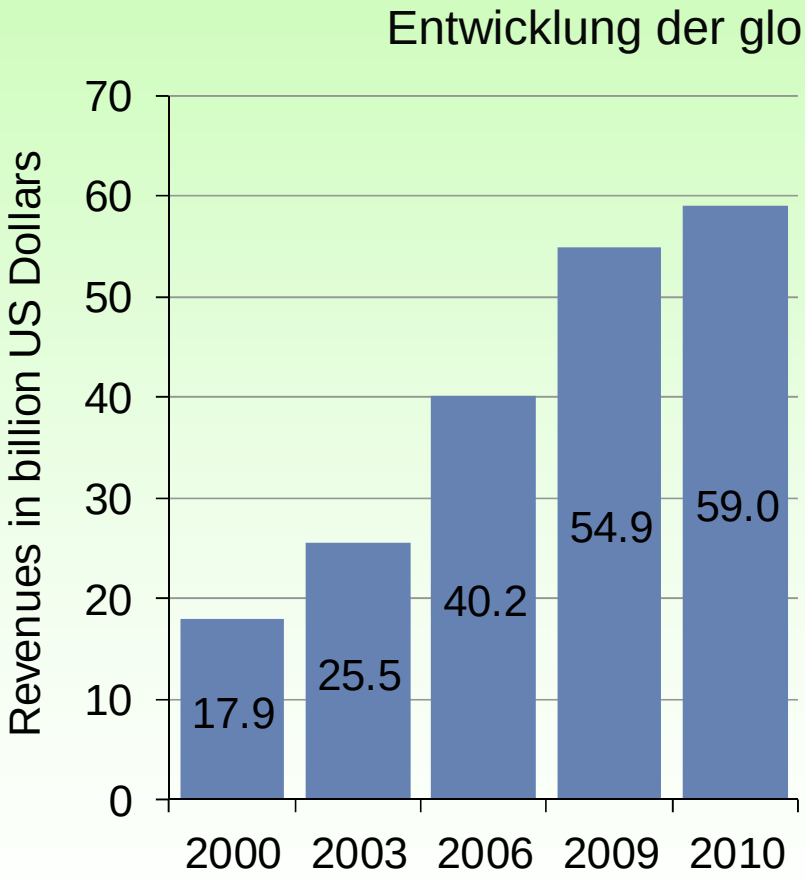
- **Böden:**
  115 Millionen ha der landwirtschaftlichen Fläche Europas sind gefährdet durch Wassererosion und 42 Millionen ha durch Winderosion.
  11% der LNF der EU sind bereits degradiert (Alexander Gerber, BöLW)

- **Wasser:**
  Über 50% des Nitratgehaltes im Wasser stammt aus der Landwirtschaft

- **Wildtiere**:
  Die Vogelpopulation in der landwirtschaftlichen Kulturlandschaft in Europa sind in den letzten 30 Jahren um die Hälfte zurück gegangen. Die Populationen der Schmetterlinge hat seit 1990 um 70% abgenommen.

- **Beschäftigung:**
  Zwischen 2000 und 2009 der EU27 haben 3.7 Millionen Bauern ihre Jobs verloren, dies entspricht ca. ¼ der aktiven Bevölkerung.

Die Gesellschaft reagiert… und fragt nach Bioprodukten….



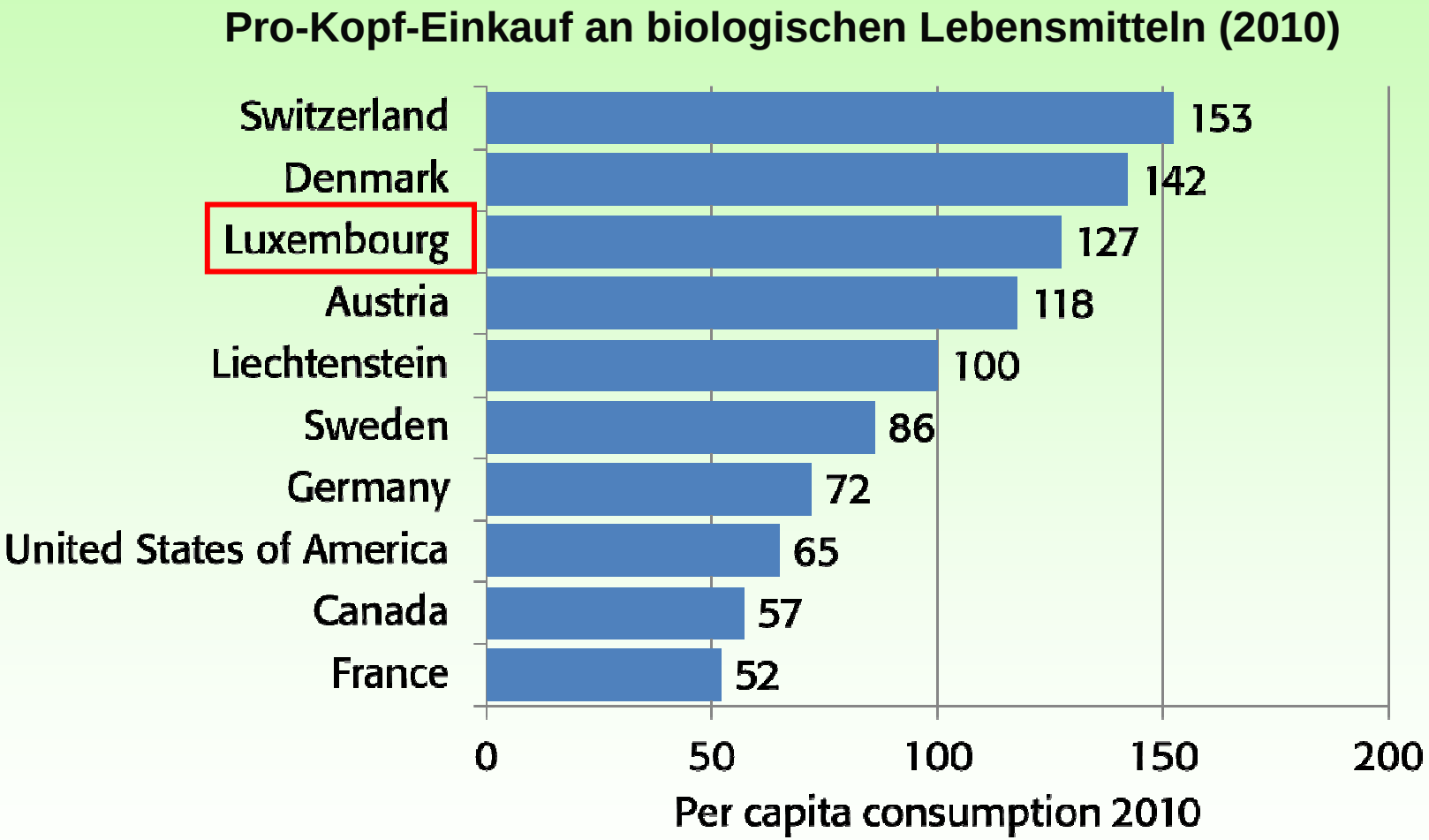
Quelle: Organic Monitor 2011

Ø jährliche Wachstums-rate 2000-2010:
23 %

Prognose für 2011:
deutlich über 60 Milliarden US Dollars.

Bio-Lëtzebuerg
Vereenegung fir Bio-Landwirtschaft Lëtzebuerg asbl

….auch in Luxemburg

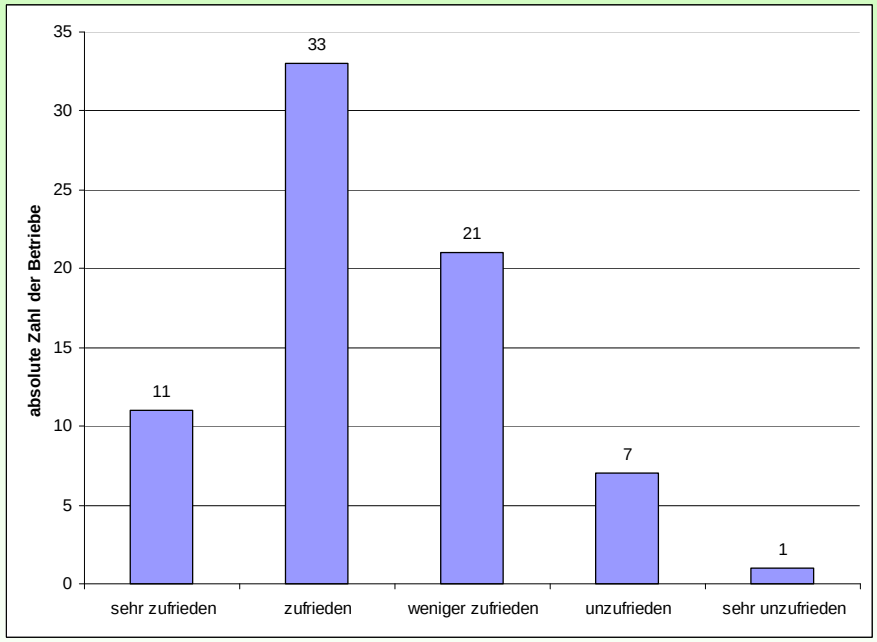


Quelle: Fibl & IFOAM, 2012

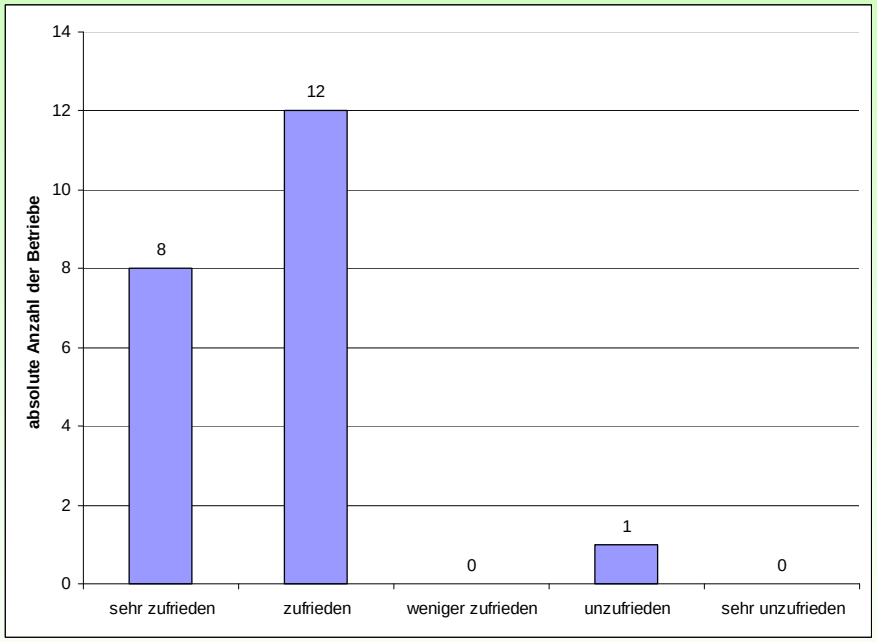
Was sagen die Landwirte ?

Bio-Lëtzebuerg
Vereenegung fir Bio-Landwirtschaft Lëtzebuerg asbl

Wie zufrieden sind die Landwirte mit der Entwicklung ihrer Betriebe ?



Konventionelle Betriebe



Bio-Betriebe

(Quelle: Ausdehnung des Biologieschen Landbaus für eine zukunftsfähige Landwirtschaft Szerencsits, Hirte, Dahlmann, Heß, Ruppert, Wohlgemuth 2009)

Bio-Lëtzebuerg
Vereenegung fir Bio-Landwirtschaft Lëtzebuerg asbl

Was sagt die europäische Politik ?

- **Ziele der GAP:**

  - Langfristige **Ernährungssicherheit** und Wettbewerbsfähigkeit

  - Bekämpfung und Anpassung an den **Klimawandel**, nachhaltige Nutzung **natürlicher Ressourcen**, Bodenschutz, Artenvielfalt

  -**Wirtschaftlich und sozial** lebensfähige ländliche Räume

- **Umsetzung des Lissabon-Vertrages**

  „Die Union wirkt auf die nachhaltige Entwicklung Europas auf der Grundlage eines ausgewogenen Wirtschaftswachstums und von Preisstabilität, eine in hohem Maße wettbewerbsfähige soziale Marktwirtschaft, die auf Vollbeschäftigung und sozialen Fortschritt abzielt, sowie ein hohes Maß an Umweltschutz und Verbesserung der Umweltqualität hin.“

Was sagt die Luxemburgische Politik? (PDR 2007 – 2013)

- « La présente loi a pour objet de **créer un cadre général de la promotion au Luxembourg d'une agriculture multifonctionnelle, durable et compétitive**, soucieuse d'un développement intégré des zones rurales et mise en oeuvre en conformité avec les principes de la politique agricole commune »

  (Loi du 18 avril 2008 concernant le renouvellement du soutien au développement rural)

- « L'objectif est de favoriser le mode de production agricole biologique (maintien et conversion) et une augmentation de la SAU concernée, avec comme cibles pour 2013, **125 exploitants et 6.500 ha sous contrat**.

  En **viticulture**, la cible est d'atteindre **40 ha** en production biologique ou en conversion jusqu'à la fin du PDR en cours. »

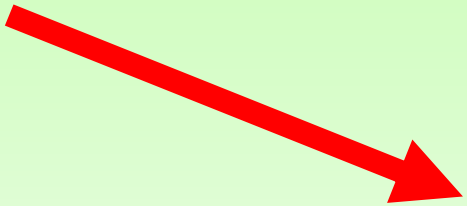
  (PDR 2007 – 2013)

Was sagt die Luxemburgische Politik? (PDR 2014 – 2020)

- La politique de développement rural du gouvernement conservera pour la période 2014-2020 ses objectifs stratégiques à long terme, à savoir contribuer
  - à la compétitivité de l'agriculture;
  - à la gestion durable des ressources naturelles, des mesures en matière de climat;
  - au développement territorial équilibré des zones rurales.

Was sagt die Realität ?
Entwicklung der Luxemburger Landwirtschaft

- 1997: 2976 Betriebe
- 2007: 2303 Betriebe
- 2011: 2175 Betriebe

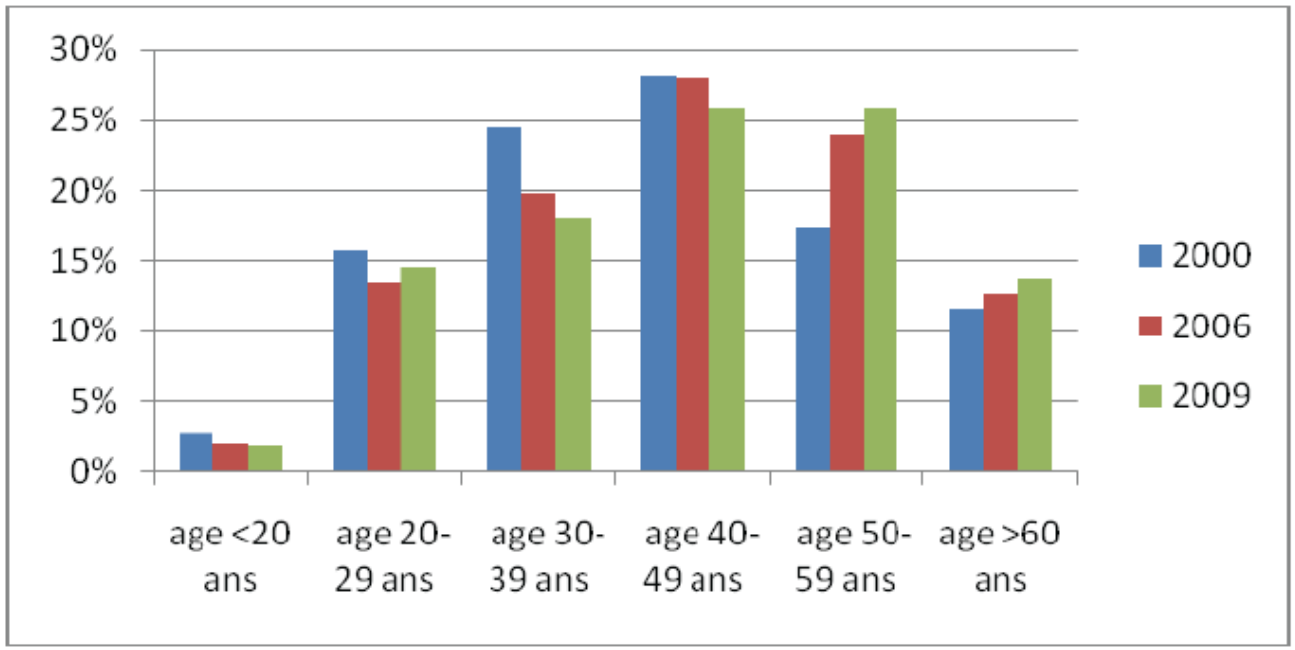


- Nur noch 1581 Betriebe mit > 9600 € Stdb. im Jahr 2011 (97% der Gesamtfläche)

Bio-Lëtzebuerg
Vereenegung fir Bio-Landwirtschaft Lëtzebuerg asbl
bio LABEL Lëtzebuerg
demeter

Was sagt die Realität ?
Altersstruktur in den landwirtschaftlichen Betrieben

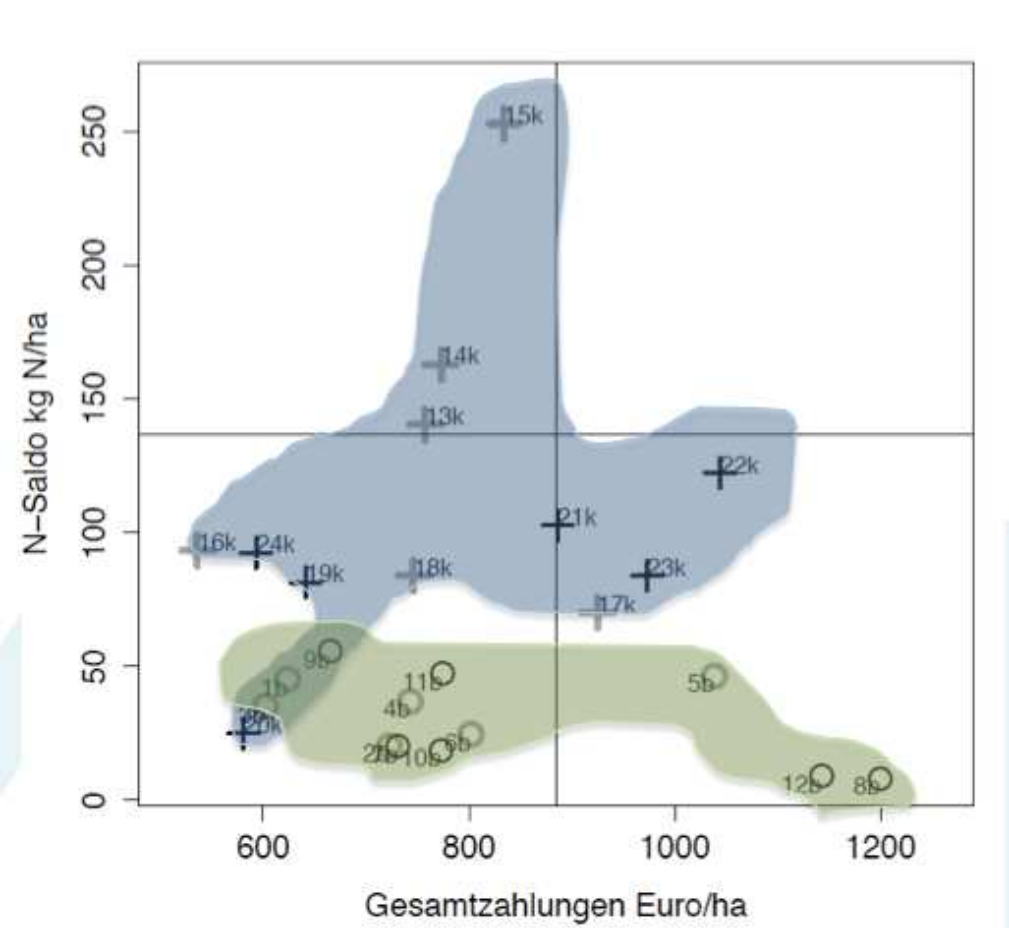
Graphique 4.4.3 – Répartition des exploitants agricoles par classe d'âge



Source : SER - Recensement agricole au 15 mai 2010

Bio-Lëtzebuerg
Vereenegung fir Bio-Landwirtschaft Lëtzebuerg asbl

Was sagt die Realität ?
Umwelteinflüsse



Kosteneffektivität: Zusammenhang zwischen Gesamtzahlungen und Umweltleistungen

Keine Betriebe die hohe negative Umwelteffekte verursachen und hohe öffentliche Zahlungen bekommen
Bio.: weniger negative Umwelteffekte
Keine feststellbare Korrelation zwischen Gesamtzahlungen und Umweltleistung.

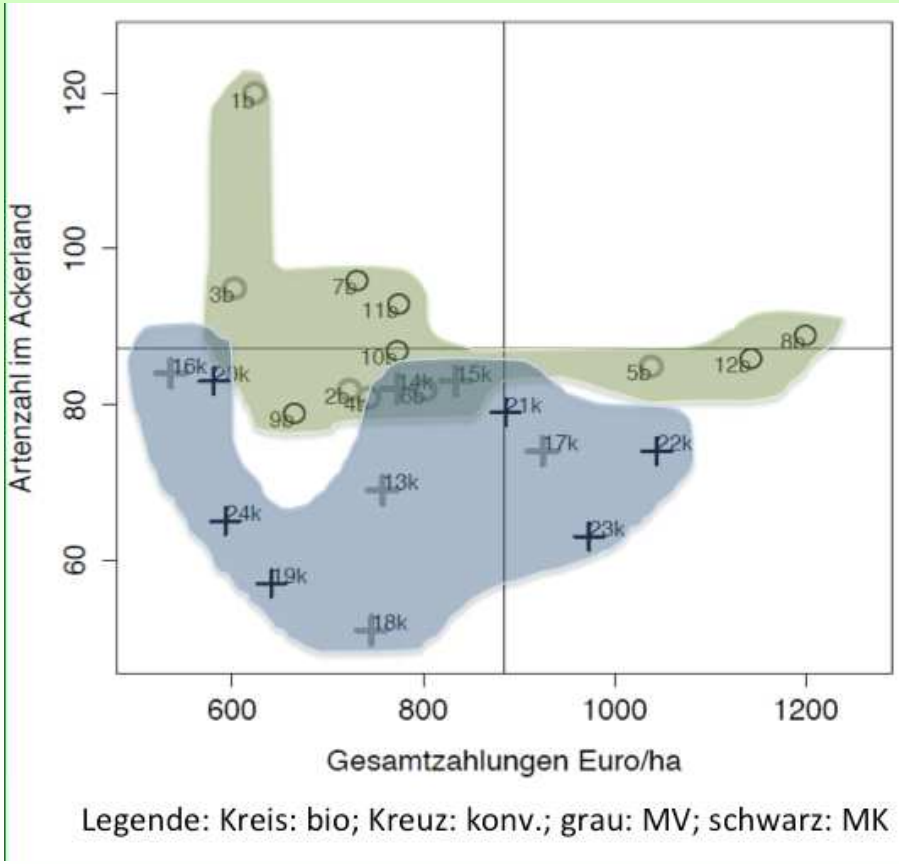
Legende: Kreis: bio; Kreuz: konv.; grau: MV; schwarz: MK

Quelle: Vergleichende ökonomisch- ökologische Analyse von biologischen und konventionell wirtschaftenden Betrieben in Luxemburg, IBLA/FIBL&Partner, 2011; www.ibla.lu

Bio-Lëtzebuerg
Vereenegung fir Bio-Landwirtschaft Lëtzebuerg asbl

Was sagt die Realität ?
Umwelteinflüsse

Kosteneffektivität Zusammenhang zwischen Gesamtzahlungen und Artenzahl der Betriebe



Legende: Kreis: bio; Kreuz: konv.; grau: MV; schwarz: MK

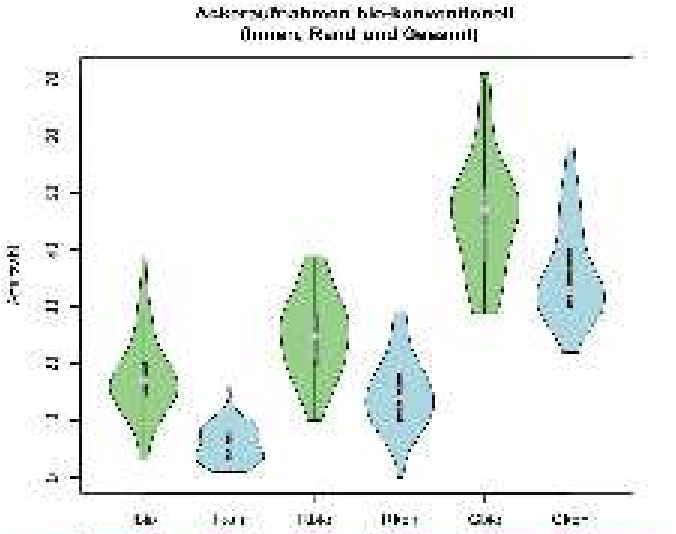
- Bio: hohe positive Umwelteffekte
- Keine feststellbare Korrelation zwischen Gesamtzahlungen und Umweltleistung

Quelle: Vergleichende ökonomisch- ökologische Analyse von biologischen und konventionell wirtschaftenden Betrieben in Luxemburg, IBLA/FIBL&Partner, 2011; www.ibla.lu

Bio-Lëtzebuerg
Vereenegung fir Bio-Landwirtschaft Lëtzebuerg asbl

Was sagt die Realität ?
Umwelteinflüsse

Biodiversität Artenzahlen Acker Innen-, Rand und Gesamtaufnahme



	Innen-Bio.	Innen-Konv.	Rand-Bio.	Rand-Konv.	Gesamt-Bio.	Gesamt-Konv.
Mittlere Artenzahl (rund)	17,7	6,0	25,2	15,0	45,9	35,9
Artenzahl %	295	100	168	100	128	100

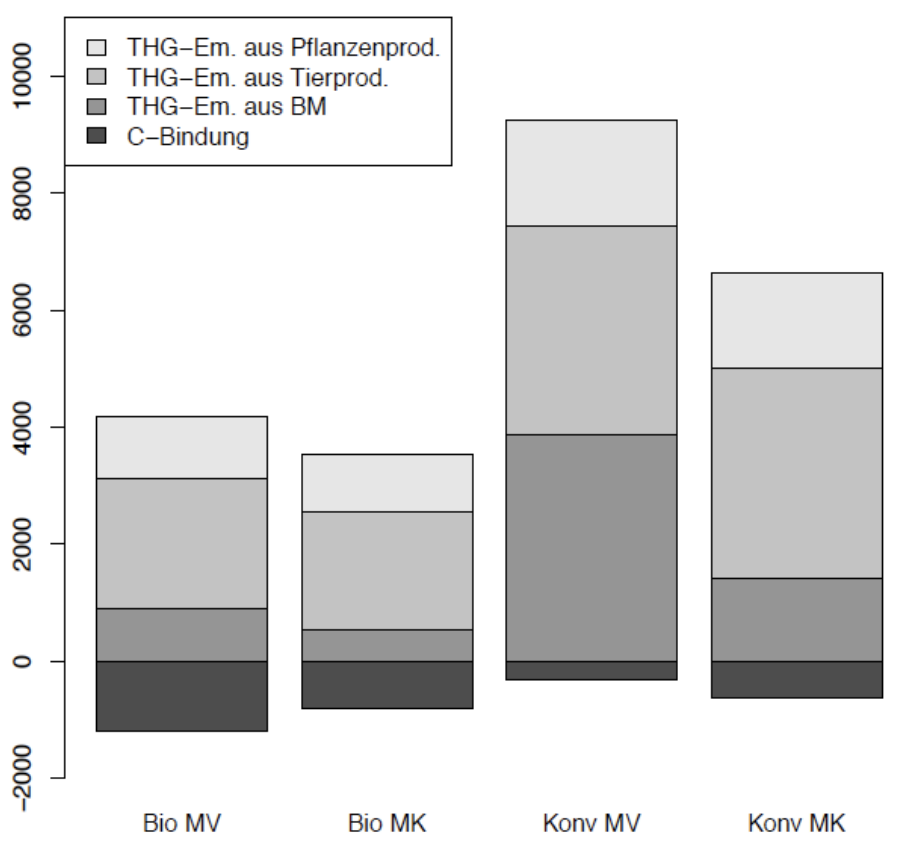
- Mittlere Artenzahl / Betrieb:
  Bio: 89,6 Arten
  Konv: 72 Arten

=> Auf biologisch bewirtschafteten Äckern gibt es pro Betrieb 58,8% Arten mehr

17.01.2012

Bio-Lëtzebuerg
Vereenegung fir Bio-Landwirtschaft Lëtzebuerg asbl

Was sagt die Realität ?
Umwelteinflüsse



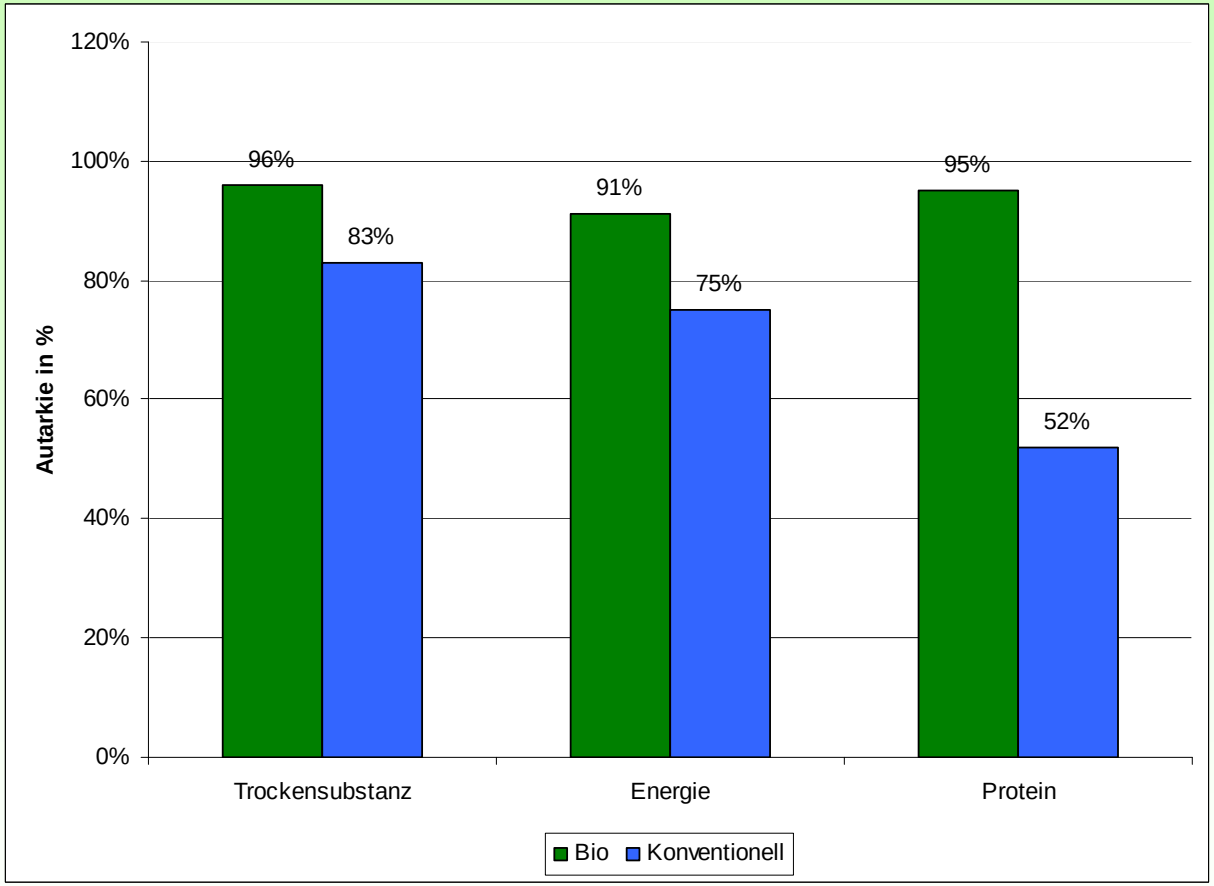
Emissionen aus Betriebsmitteln, Tier- und Pflanzenproduktion, sowie Kohlenstoffbindung

 Bio:
Geringere Gesamtemissionen (Emissionen aus Betriebsmitteln, Tier und Pflanzenproduktion) und höhere Senkenleistung pro ha
 höherer Anteil Betriebsmittel (Zukäufe, Energieverbrauch) bei Konv. MV Betrieben im Vergleich zu Konv. MK Betrieben

Quelle: Vergleichende ökonomisch- ökologische Analyse von biologischen und konventionell wirtschaftenden Betrieben in Luxemburg, IBLA/FIBL&Partner, 2011; www.ibla.lu

Bio-Lëtzebuerg
Vereenegung fir Bio-Landwirtschaft Lëtzebuerg asbl

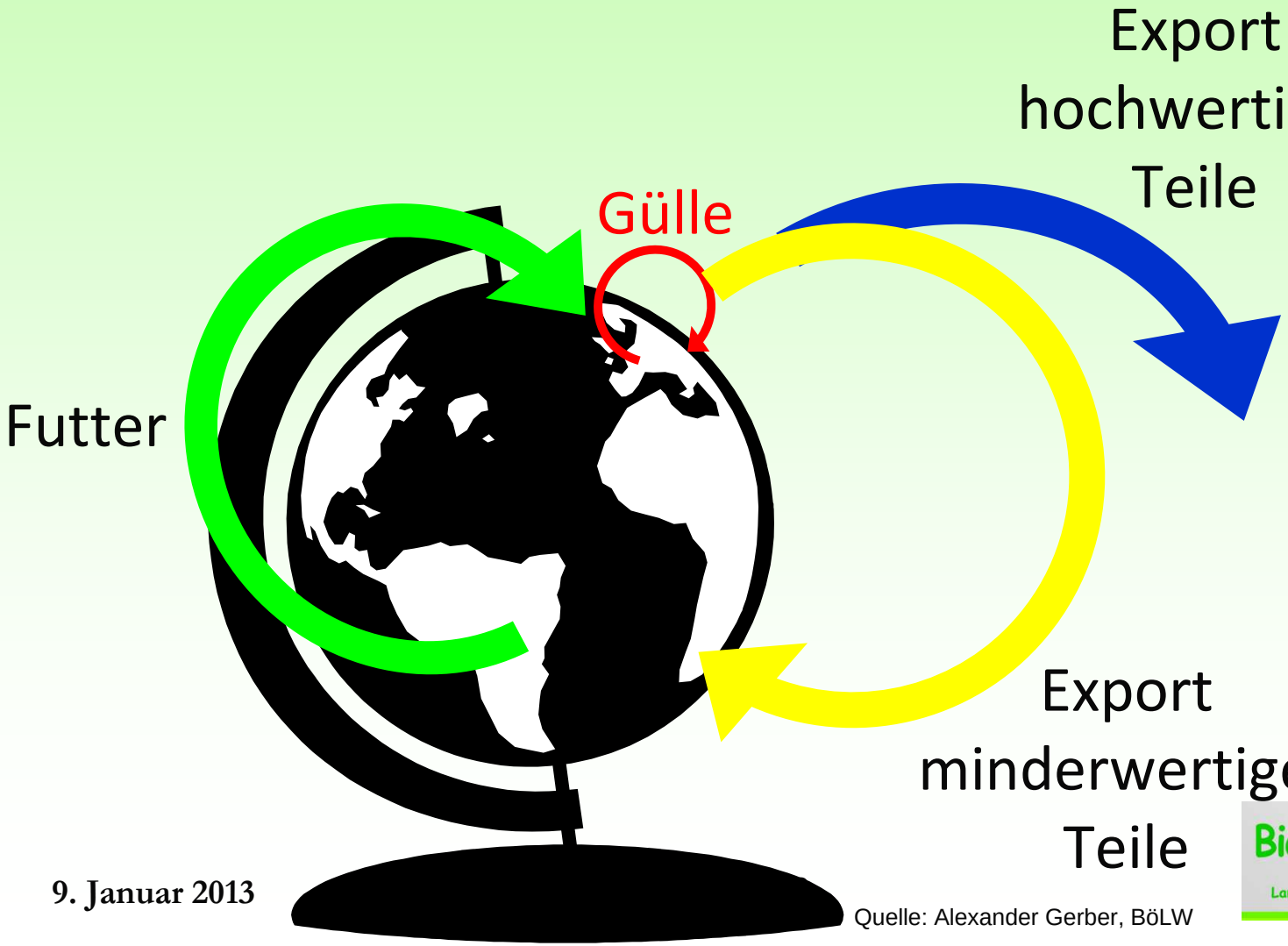
Was sagt die Realität ?
Futterautarkie bei Milchviehbetrieben



Quelle: Vergleichende ökonomisch- ökologische Analyse von biologischen und konventionell wirtschaftenden Betrieben in Luxemburg, IBLA/FIBL&Partner, 2011; www.ibla.lu

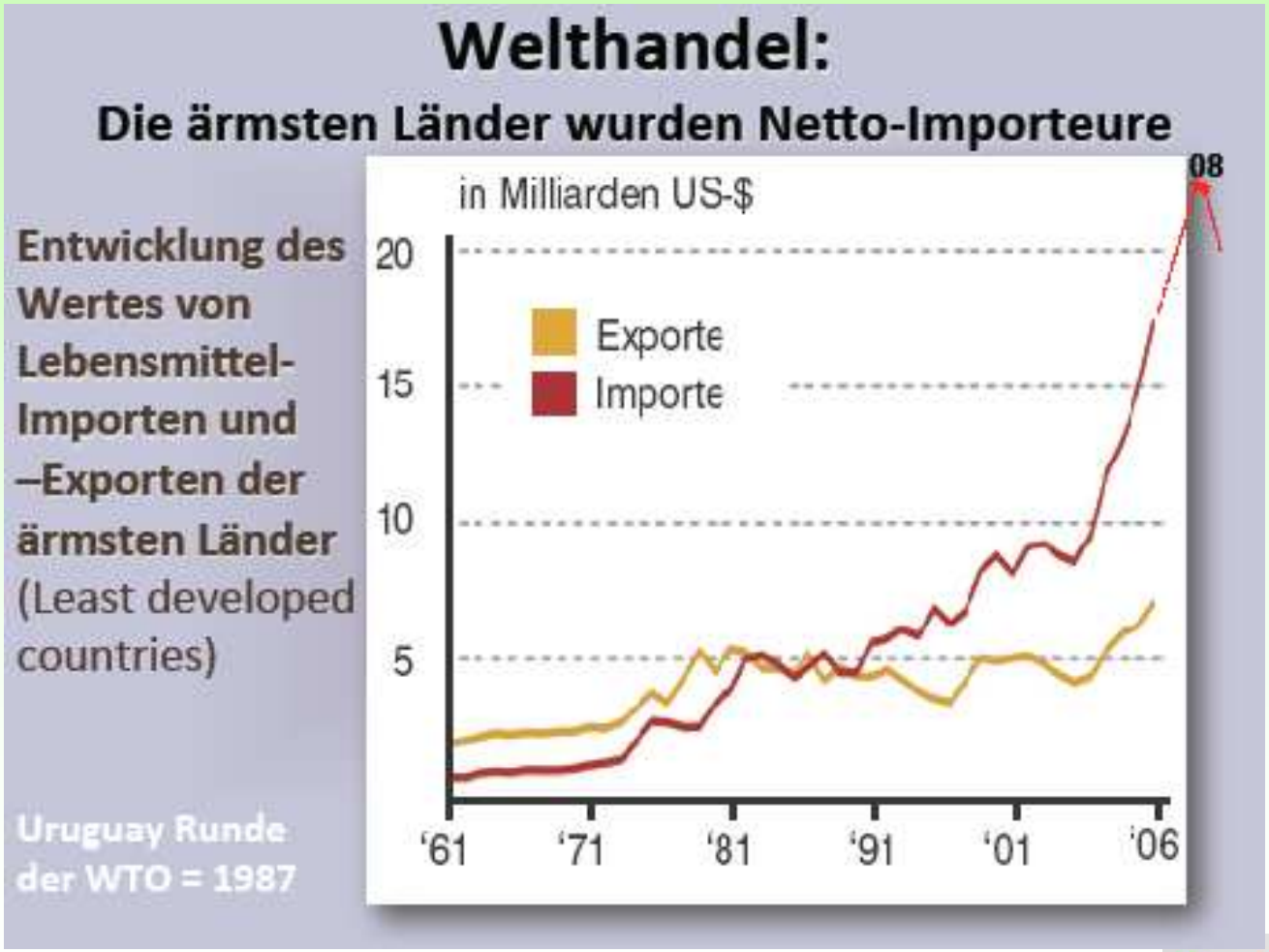
Bio-Lëtzebuerg
Vereenegung fir Bio-Landwirtschaft Lëtzebuerg asbl

Was sagt die Realität ?
Nährstoffflüsse



Quelle: Alexander Gerber, BöLW

Was sagt die Realität ?
Verlust der Ernährungssouveränität



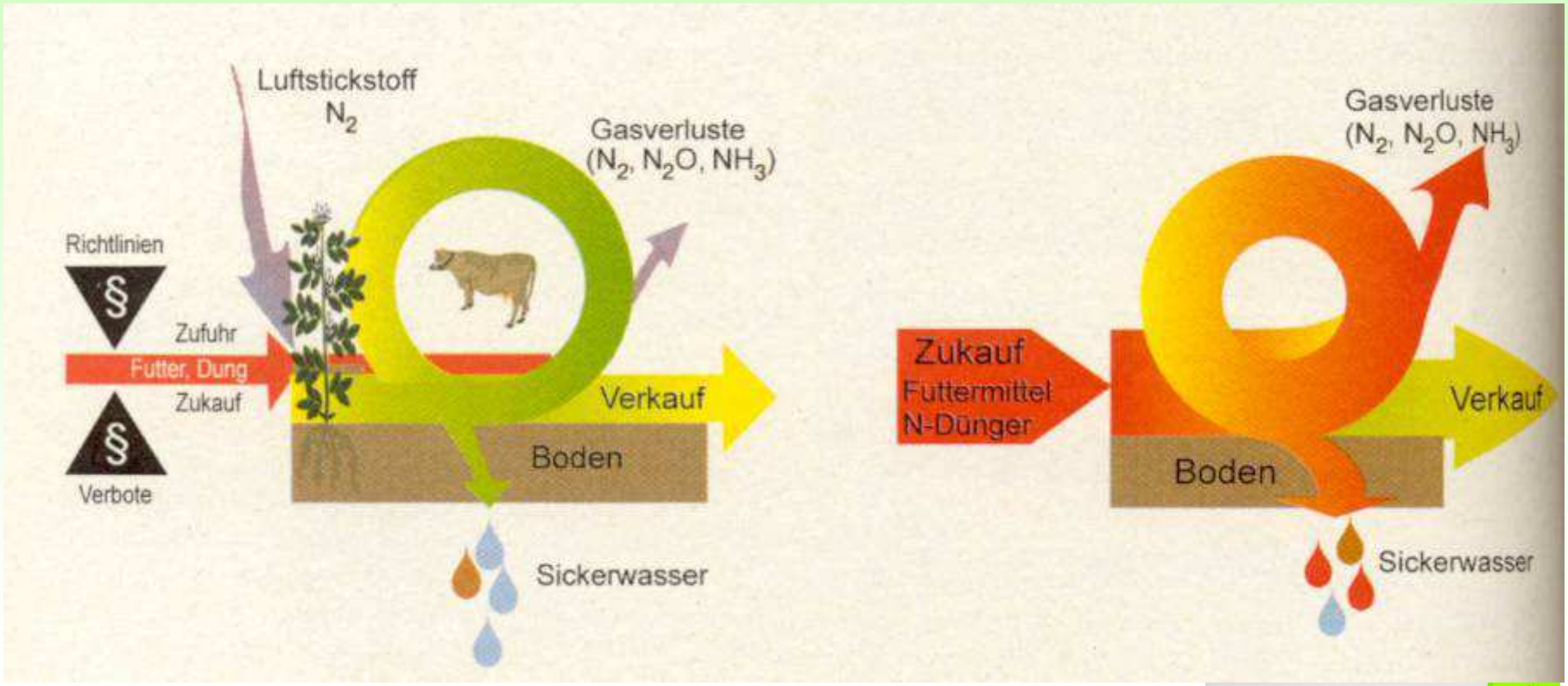
Quelle: Härlin, Weltagrarbericht

Bio-Lëtzebuerg
Vereenegung fir Bio-Landwirtschaft Lëtzebuerg asbl
bio LABEL Lëtzebuerg
demeter

Was sagt die Realität ?
Trinkwasserschutz

Stickstoffkreislauf:

ökologisch konventionell



Bio-Lëtzebuerg
Vereenegung fir Bio-Landwirtschaft Lëtzebuerg asbl
bio LABEL Lëtzebuerg
demeter

Wieso gibt es nur so wenige Biobetriebe ?

Bio-Lëtzebuerg
Vereenegung fir Bio-Landwirtschaft Lëtzebuerg asbl

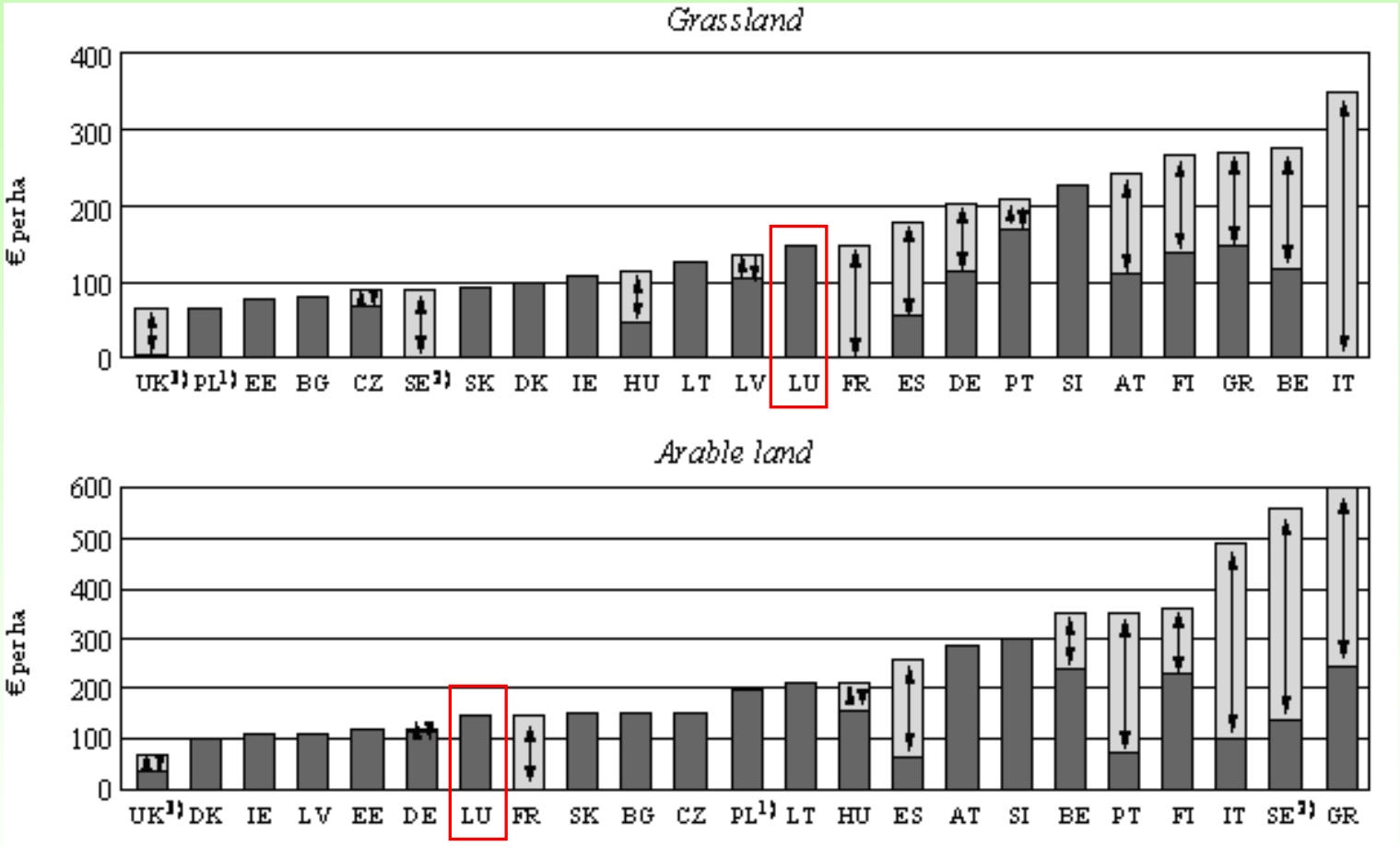
Hindernisse bei der Umstellung: marktwirtschaftliche Aspekte

Bio-Lëtzebuerg
Vereenegung fir Bio-Landwirtschaft Lëtzebuerg asbl

Hindernisse bei der Umstellung: gesellschaftspolitische Aspekte

- Mangelndes eigenständiges bäuerliches Denken
- Prämiensystem nachteilig für den Biolandbau
- Konkurrenz Biolandbau mit anderen Umweltprämien
- Fehlende politische Unterstützung
- Vorurteile gegenüber Biolandbau (Unkraut, Pflanzenkrankheiten, Ertrag, Absatz, Arbeitsaufwand, etc.)

Bioprämie in Europa

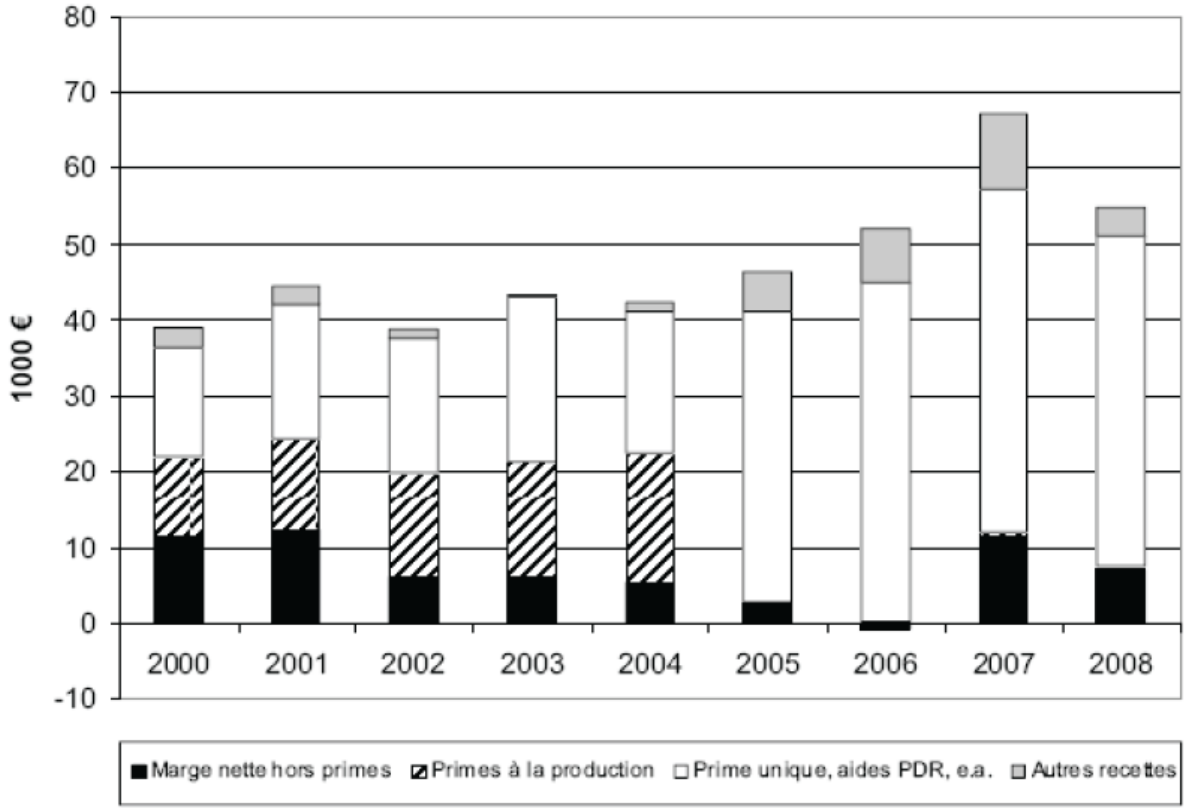


Würde man die wirtschaftlichen Situationen der einzelnen Länder noch mit berücksichtigen, würde Luxemburg noch schlechter abschneiden!

Bio-Lëtzebuerg
Vereenegung fir Bio-Landwirtschaft Lëtzebuerg asbl
bio LABEL Lëtzebuerg
demeter

Einkünfte in der Landwirtschaft

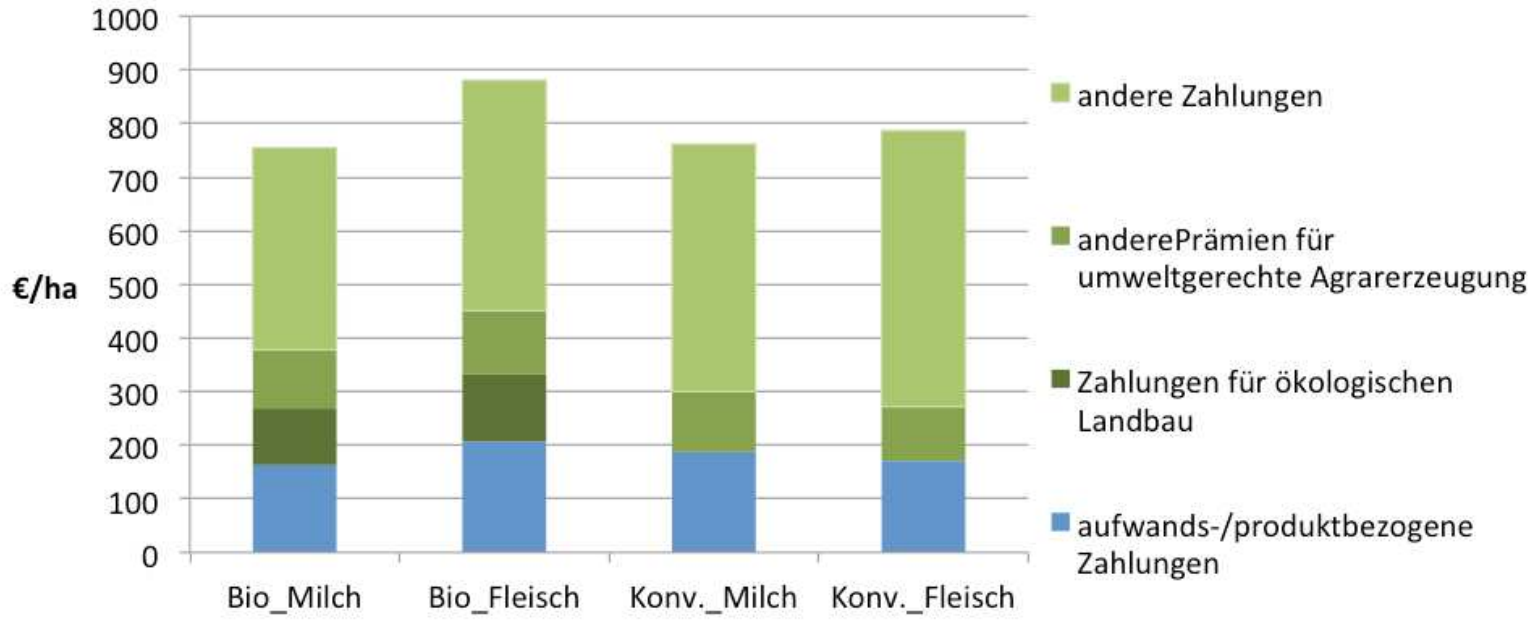
Graphique 4.2.7 – Evolution des composantes du bénéfice agricole



Quelle: SER, 2010

Bio-Lëtzebuerg
Vereenegung fir Bio-Landwirtschaft Lëtzebuerg asbl
bio LABEL Lëtzebuerg
demeter

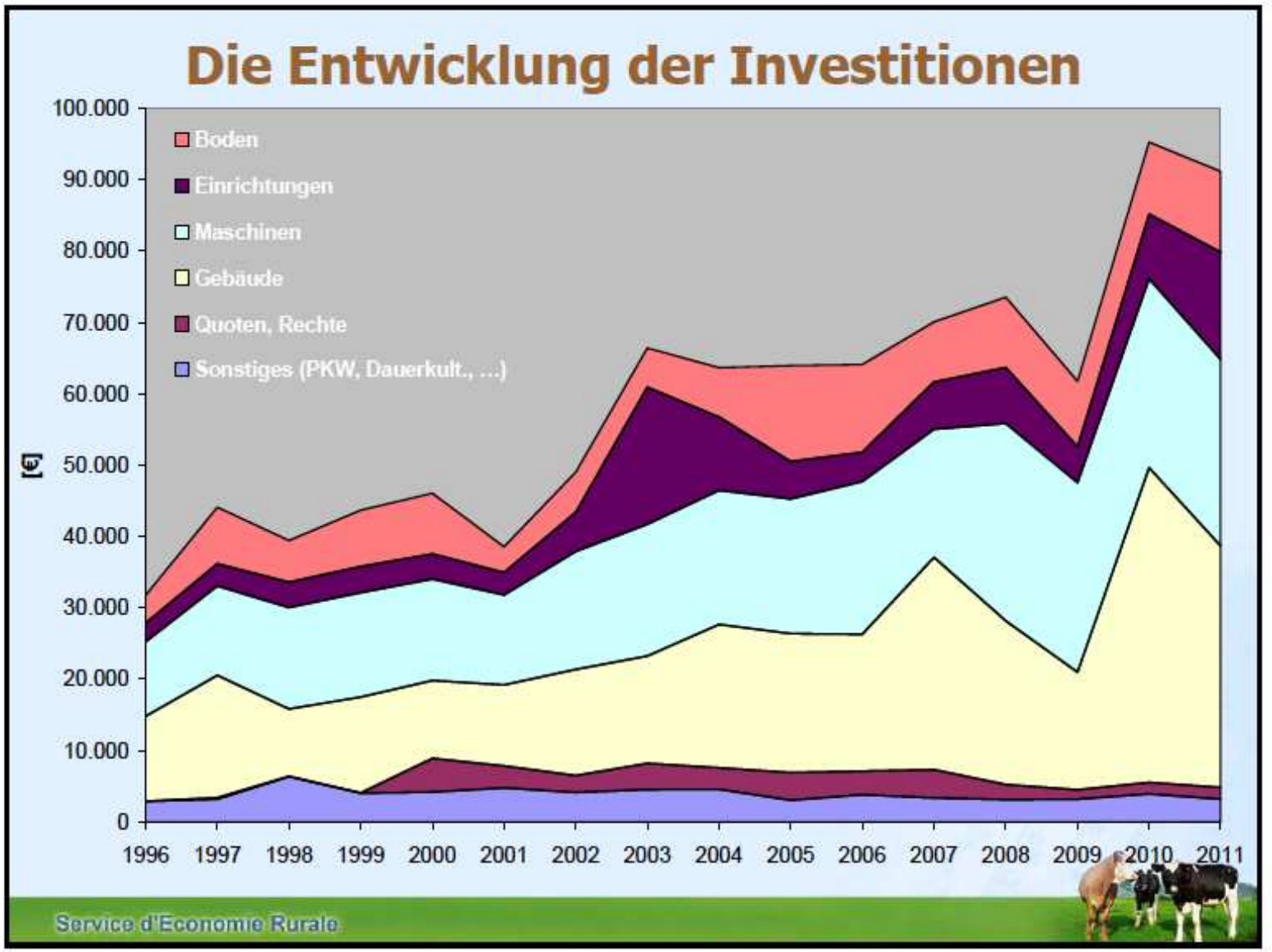
Betriebliche Erträge aus öffentlichen Zahlungen



- Gesamtzahlungen: MV Betrieben auf gleichem Niveau, Bio-MK Betrieben 12% höher
- Bio: höhere Zahlungen aus Prämie für umweltgerechte Agrarerzeugung
- Konv. höhere aufwands- und produktbezogenen Zahlungen (v.a. Investitionsbeihilfen: Bio. 88% von Konv.)
- **Keine höheren öffentlichen Zahlungen an Bio-Betriebe (Bio. MK leicht höher)**

Quelle: Vergleichende ökonomisch- ökologische Analyse von biologischen und konventionell wirtschaftenden Betrieben in Luxemburg, IBLA/FIBL&Partner, 2011; www.ibla.lu

Bio-Lëtzebuerg
Vereenegung fir Bio-Landwirtschaft Lëtzebuerg asbl



Quelle: SER, 2012

BioGas: Meistens uneffizient und nicht bäuerlich

- 0,5% der Strahlungsenergie der Sonne finden sich in der Biomasse wieder.

➔ Sehr **geringe Effizienz der photosynthetischen Energieumwandlung**!

➔ Deutlich geringere Flächeneffizienz im Vergleich zu Photovoltaik, Solarthermie und Windturbinen

Energie aus Biomasse hat, von den alternativen Energietechnologien, den **geringsten Beitrag zur Reduktion von THG-Emissionen** und finanziell den **höchsten Preis je eingesparter Tonne CO2!**

- Weitere Umweltkosten müssen Berücksichtigung finden:
  - Veränderungen der Bodenqualität und der Biodiversität
  - Verunreinigung von Grundwasser, Flüssen und Seen mit Nitrat und Phosphat

➔ **Unter Berücksichtigung dieser Parameter zeigt die Lebenszyklusanalyse von Biogasbildung und -verbrauch, dass die Verwendung von Biogas als Energiequelle nur unter ganz bestimmten Bedingungen nachhaltig ist.**

Quelle: Deutsche Akademie der Naturforscher Leopoldina, 2011
– Nationale Akademie der Wissenschaften –

Forderungen von Bio-Lëtzebuerg

Bio-Lëtzebuerg
Vereenegung fir Bio-Landwirtschaft Lëtzebuerg asbl

Generelle Forderungen von Bio-Lëtzebuerg

- Keine Kürzung des **Agrarbudgets**, sondern **effizientere und zielgerichtetere Verwendung**
- **Direkte Zahlungen stärker an Umweltwirkung koppeln** (Greening) ➔ Fruchtfolgen, verminderter Pestizid- und Mineraldüngereinsatz
- Standarddeckungsbeitrag von **9.600 €**
  ➔ zu hoch, **um von Agrarumweltmaßnahmen zu profitieren**
- **Landschaftspflegeprämie** muss unter die Lupe genommen werden ➔ momentan **keine nennenswerte ökologischen Leistungen** erwiesen
- **Die staatliche Förderung darf die mittelfristige Umstellung auf Biolandbau nicht behindern**

Forderungen von Bio-Lëtzebuerg

den Biolandbau betreffend

- Ökologische Vorrangflächen (Greening) auf Biobetrieben nur auf Strukturelemente ➔ in der Fläche ist bereits deutlich höhere Diversität
- Weiterhin keine Förderung der Teilumstellung
- Bio muss mehr mit anderen Agrarumweltmaßnahmen kombinierbar sein
- Substanzielle Erhöhung der Bioprämie
- Biolandbau als Strategie für Wasser-, Klima-, Boden-, und Naturschutz fördern
- Weiterführung und finanzielle Aufstockung des Aktionsplanes Biolandbau
- Weitere Förderung der Forschung im Biolandbau

Bio-Lëtzebuerg
Vereenegung fir Bio-Landwirtschaft Lëtzebuerg asbl

Ökonomische Berücksichtigung der Folgeschäden durch Fehlverhalten in der Landwirtschaft

z.B.

Beseitigung von Erosionsschäden

Reinigung von Grund- und Trinkwasser

Bio-Lëtzebuerg
Vereenegung fir Bio-Landwirtschaft Lëtzebuerg asbl

Überdenken des Systems des Remembrement

1. Réserves financières

La Cour constate que l'ONR a constitué au fil des années d'importantes réserves financières. Le tableau suivant illustre l'évolution des recettes et dépenses ainsi que des avoirs en banque depuis l'année 2004.

Année	Dotation budgétaire	Intérêts du capital	Autres recettes	Dépenses totales	Avoirs en banque
2004	4 370 000,00	181 101,83	447 212,34	6 310 421,89	6 838 748,68
2005	4 570 000,00	170 698,11	739 687,58	5 345 986,56	6 973 147,81
2006	4 900 000,00	280 709,73	860 510,39	4 394 139,39	8 620 228,54
2007	5 300 000,00	436 424,77	118 154,67	6 019 723,22	8 455 084,76
2008	5 440 840,00	469 290,04	83 062,12	5 487 842,06	8 960 434,86
2009	5 600 000,00	92 881,31	375 763,33	5 234 903,49	9 764 176,01
2010	5 000 000,00				
2011	4 000 000,00				

9. Januar 2013

Bio-Lëtzebuerg
Vereenegung fir Bio-Landwirtschaft Lëtzebuerg asbl

Langfristiger Ausblick

- Notwendigkeit eines **komplett neuen Finanzierungsmodus'** der europäischen Agrarpolitik

- Prämienzahlungen bezogen auf die **Arbeitskräfte (Modulation)**

  Bsp.: Aktuell 1581* Betriebe

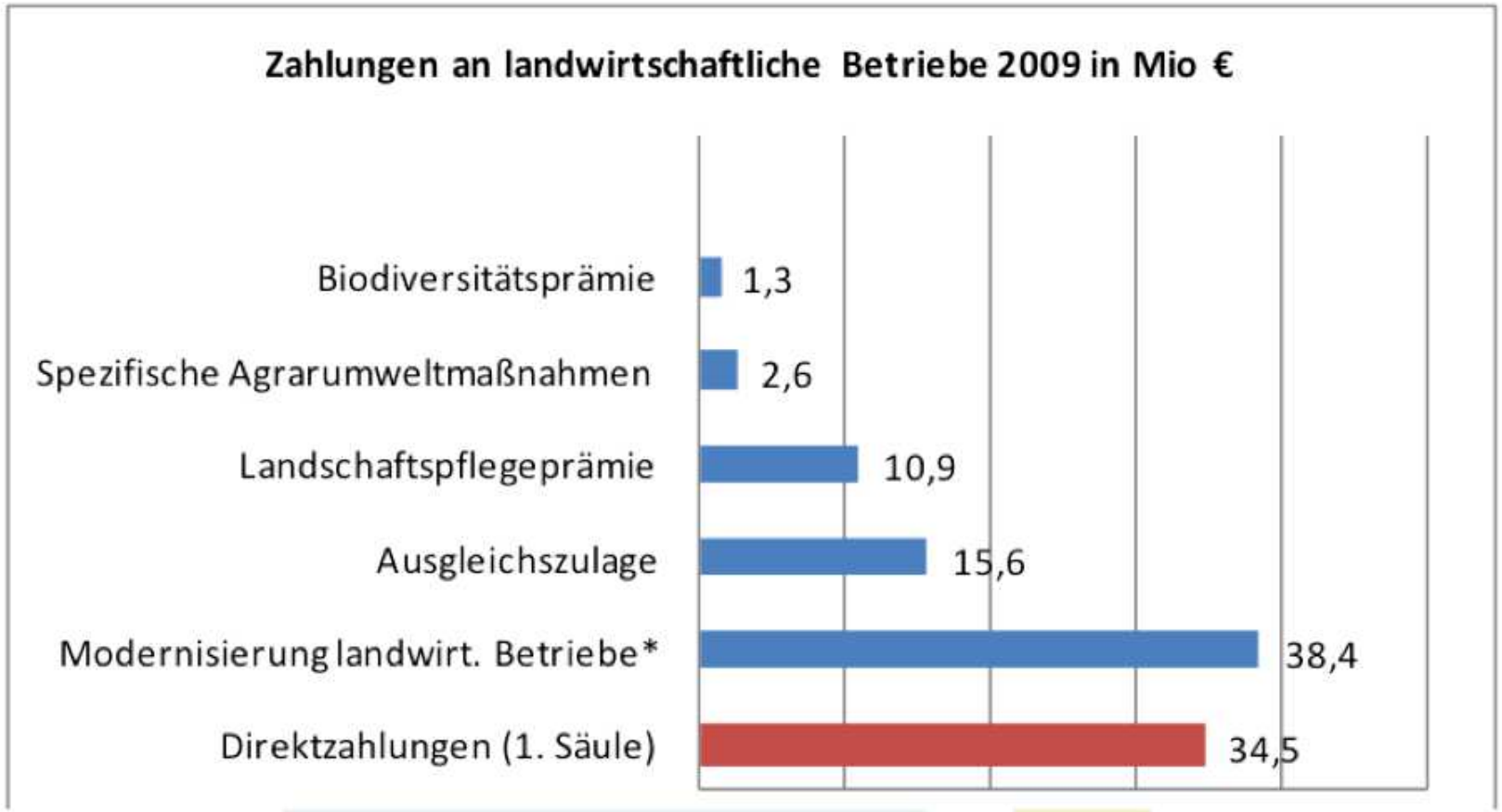
  Förderung einer Arbeitskraft mit 1.500€/Jahr bei 50% der Betriebe

  ➔ 1581/2 = 790 Betriebe würden von der Prämie profitieren

  ➔ 14,2 Mio. €/Jahr

- * mit Stdb. Über 9.600 €

Zahlungen an landw. Betriebe 2009 in Mio €



Quelle: Rapport de l'Observatoire de l'Environnement Naturel, MDDI; www.emwelt .lu

Bio-Lëtzebuerg
Vereenegung fir Bio-Landwirtschaft Lëtzebuerg asbl

Biolandbau als Chance sehen um:

- LW in einem modernen anpassungsfähigen Agrarsystem zu betreiben, in dem der Mensch gesellschaftliche Verantwortung übernimmt. Und das nicht nur heute, sondern auch für morgen.
- Ausreichen und gesunde Nahrungsmittel zu produzieren
- In gegenseitigem Respekt mit Boden, Wasser, Klima, Tier und Mensch zu arbeiten

Bio-Lëtzebuerg
Vereenegung fir Bio-Landwirtschaft Lëtzebuerg asbl
bio LABEL Lëtzebuerg
demeter

Gesellschaftliche Aspekte

Ernährungssouveränität wieder erlangen ➔ Effizienzsteigerung dringend notwendig

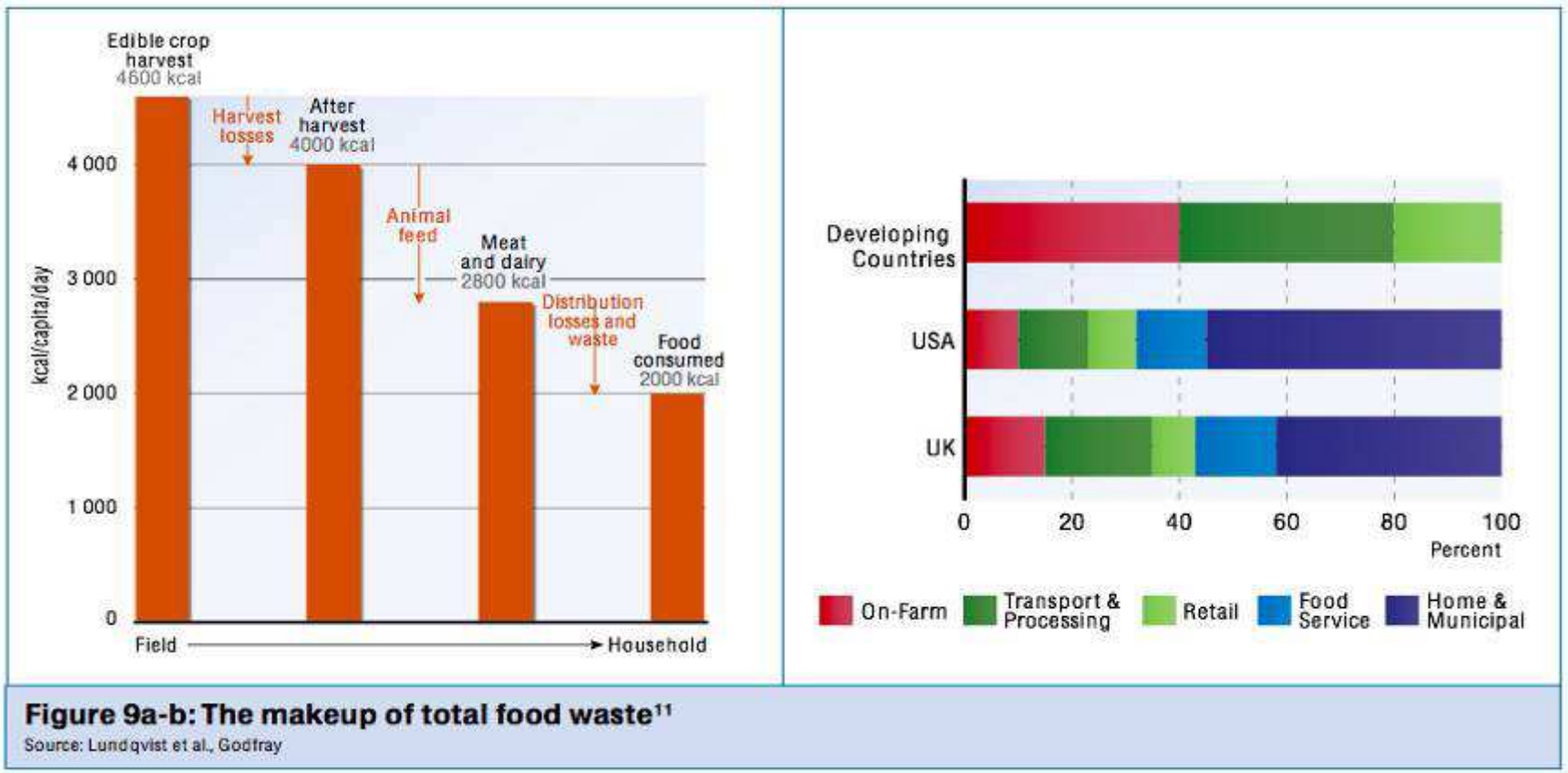


Figure 9a-b: The makeup of total food waste[11]

Source: Lundqvist et al., Godfray

Bio-Lëtzebuerg
Vereenegung fir Bio-Landwirtschaft Lëtzebuerg asbl

Gesellschaftliche Dimension für mehr biologische Landwirtschaft

- Arbeitskräfte
- Pädagogik (Demobetriebe, Schulbauernhof)
- Neue Wege in der Vermarktung und Verarbeitung über die gesamte Wertschöpfungskette
- Vielfältige Kulturlandschaft
- Gesunde Ernährung

Erfahrungen und Einschätzungen eines Biolandwirten

Bio-Lëtzebuerg
Vereenegung fir Bio-Landwirtschaft Lëtzebuerg asbl